

pas important vers la planification économique.» Après quelques mots d'introduction, l'auteur écrit:

Il y a longtemps que le parti libéral et le Nouveau parti démocratique préconisent une certaine forme de planification de l'expansion économique.

Depuis un an, quelques-uns des principaux hommes d'affaires du Canada ont aussi exercé des pressions de plus en plus fortes en ce sens. Mais le gouvernement conservateur a longtemps résisté à ce mouvement parce que, disait-il, cela nécessiterait l'imposition d'une réglementation bureaucratique du commerce et de l'industrie.

Plus loin, l'auteur de l'article se demande d'où l'idée est venue et il écrit:

Les deux principaux personnages qui semblent avoir largement contribué à modifier cette façon de penser sont le nouveau ministre des Finances, M. George Nowlan, et le nouveau ministre sans portefeuille, mais exerçant une profonde influence, le sénateur Wallace McCutcheon, ci-devant vice-président de l'Argus, colossal trust de valeurs.

L'article ajoute plus loin:

Malgré certaines différences dans sa composition, il est probable que l'Office canadien d'expansion aura une mission à peu près identique à celle du Conseil britannique d'expansion économique nationale couramment appelé le Neddy.

J'aimerais citer un passage d'un autre article publié dans l'*Examiner* de Peterborough le 5 juin 1962. L'article traite d'un discours prononcé par le premier ministre pendant la campagne électorale au sujet d'une proposition où le chef de l'opposition (M. Pearson) demandait de faire appel aux meilleurs cerveaux du Canada pour résoudre certains de nos problèmes économiques. Voici ce qu'aurait dit le premier ministre, d'après cet article:

M. Diefenbaker a aussi critiqué l'engagement pris au cours de la campagne par le chef libéral Lester Pearson de confier aux meilleurs cerveaux du pays la mission spéciale de le conseiller en matière d'expansion économique et de chômage.

Le premier ministre a dit que ce trust de l'intelligence équivaldrait à une dénégation de l'autorité du cabinet, que ce serait substituer un bureau de contrôle à l'autorité du Parlement.

L'hon. M. Pickersgill: Pré-McCutcheon.

M. Gordon: Oui, c'était à l'époque pré-McCutcheon. Je dirais qu'au cours du débat sur ce nouvel Office dont on a fait si grand état et qui semble présenter un intérêt si évident pour le gouvernement—si je le mentionne c'est qu'il me semble que, seuls, deux membres du cabinet sont présents, et parce qu'aucun des deux ministres qui sont censés en être les principaux parrains n'est présent...

M. Jones: Ils savaient que vous alliez parler.

L'hon. M. Pickersgill: Il y a le secrétaire parlementaire.

M. Gordon: Il me semblait que j'avais entendu une observation agréable. C'est une assez bonne excuse, je crois!

Je répète qu'au cours du débat sur le bill à l'étude, le ministre du Travail et le premier ministre devront, selon notre attente, expliquer les raisons pour lesquelles ils adoptent maintenant un concept qu'ils ont si violemment critiqué il y a si peu de temps. Si le premier ministre et le ministre du Travail ne nous expliquent pas sans équivoque leur étrange conversion, nous aurons le droit de supposer qu'ils ont encore, au fond de leur âme, certaines réserves au sujet de cette façon nouvelle d'envisager un gouvernement moderne.

On a déjà dit que le principal avocat de cette mesure législative au sein du cabinet était le ministre sans portefeuille (M. McCutcheon). Il est peut-être regrettable qu'il soit devenu membre du cabinet d'une façon qui l'empêche d'exposer sa cause à la Chambre, sauf en recourant à des porte-parole, dont certains se sont amèrement opposés à tout ce concept de planification économique, ou qui s'y opposaient du moins, il y a à peine quelques mois. Comme le ministre sans portefeuille ne l'ignore certainement pas, une institution qui fonctionne mal ne peut être remise en état, ou réorganisée avec de bons résultats, en la rapiécant simplement avec quelque nouveau rouage administratif, si souhaitable soit-il. Étant donné son expérience, le ministre sans portefeuille sait fort bien—même si ses nouveaux collègues et associés l'ignorent—que la meilleure façon d'améliorer un organisme qui fonctionne mal, c'est de commencer par le haut, et non par le bas. Comme je l'ai déjà dit aujourd'hui, je sais que, parfois, quand le ministre sans portefeuille devait faire face à pareil problème dans un autre domaine d'occupation, la première mesure qu'il prenait était de changer la direction, le palier supérieur. Je serais curieux de savoir s'il recourt aux mêmes techniques dans le nouveau milieu où il se trouve présentement.

Les choses étonnantes que révèle la Commission Glassco sur l'inefficacité de l'organisation administrative du gouvernement ne causeront aucune surprise à quiconque a vu le présent gouvernement à l'œuvre. Voilà neuf semaines que nous siégeons et nous avons bien eu le temps de constater que le gouvernement est incapable d'organiser le travail du Parlement lui-même, encore moins le fonctionnement de l'économie du Canada...

L'hon. M. Harkness: L'opposition se livre à des manœuvres obstructionnistes.

M. Jones: Notamment le député d'Assiniboia (M. Argue).

M. Gordon: Je me ferais un plaisir d'expliquer les motifs aux honorables vis-à-vis, mais je ne veux pas me lancer dans une controverse politique puisque nous sommes